CONVENTION DE RAMSAR SUR LES ZONES HUMIDES

57e Réunion du Comité permanent

Gland, Suisse, 24 – 28 juin 2019

**SC57 Doc.7.1**

**Questions financières et budgétaires – Rapport du Sous-groupe
sur les finances :**

**Rapport sur les questions financières pour 2018 et 2019**

**Mesures requises :**

Le Comité permanent est invité à :

i. examiner et accepter les états financiers vérifiés au 31 décembre 2018 ;

ii. prendre note des résultats du budget administratif pour 2018 ;

iii. prendre note de l’excédent de 2018 et décider de l’allocation de ces fonds ;

iv. prendre note de l'état du financement affecté à des projets et des contributions volontaires

pour 2018 ;

v. prendre note des ajustements proposés par le Secrétariat au budget administratif approuvé par la COP13 pour 2019, qui ne portent que sur l’utilisation approuvée de l’excédent de la période triennale précédente, et les approuver ;

vi. prendre note des bilans des budgets non administratifs ;

vii. prendre note des progrès accomplis concernant la mise en œuvre des recommandations issues de l'*Examen de la gestion financière des comptes des fonds non administratifs* réalisé par l'UICN et approuver les mesures proposées aux paragraphes 40 et 41 ; et

viii. examiner la modification proposée par l'auditeur externe pour le calcul de la provision pour les contributions impayées des Parties contractantes et la modification demandée de sa méthode de vérification des soldes impayés des Parties contractantes, et prendre une décision sur la marche à suivre.

**Généralités**

1. Le présent rapport traite des questions financières relatives au budget administratif et au budget affecté à des projets de la Convention de Ramsar pour 2018 et 2019.

2. Les améliorations apportées à la gestion financière du Secrétariat ont été validées par les auditeurs externes et par l'*Examen de la gestion financière des comptes des fonds non administratifs* réalisé par l’Unité de surveillance de l’UICN et soumis au Comité permanent à sa 55e Réunion (SC55). Les capacités du Secrétariat ont été renforcées, la plupart des mécanismes ayant été appliqués conformément aux politiques et procédures de l'UICN, le cas échéant, et d’autres modèles et lignes directrices étant finalisées en 2019. Les capacités ont été renforcées à cet égard et des objectifs de performance ont été intégrés aux postes de direction. La répartition des contrôles internes entre l'UICN et Ramsar a été documentée. Le suivi ultérieur est mis en œuvre sur la base de la recommandation issue de *l’Examen*.

**Résultats pour 2018 – budget administratif**

3. Le récapitulatif des résultats du budget administratif pour 2018 joint à l'Annexe 2 montre le budget approuvé pour 2018, l'utilisation autorisée de l'excédent d’un montant de 414 000 CHF (conformément à la Décision SC53-29 relative à l'utilisation de 189 000 CHF de l'excédent de 2016 et à la Décision SC54-26 relative à l'utilisation de 225 000 CHF de l'excédent de 2017) et la réallocation budgétaire effectuée conformément à la Décision SC55-09, ainsi que les recettes et dépenses finales pour 2018, comme confirmé dans les états financiers (Annexe 1). L'Annexe 2 présente également le solde au 31 décembre 2018, avec l'écart entre les dépenses effectives et le budget.

4. Le Comité permanent est invité à examiner et à accepter les états financiers vérifiés de 2018 figurant à l'Annexe 1. Les états financiers complets vérifiés de 2018, y compris les notes et l'opinion d'audit, ont été publiés[[1]](#footnote-1).

5. À la fin de 2018, le solde du budget administratif s'élevait à 809 000 CHF. Ce montant comprend l’excédent d’un montant de 189 000 CHF de 2016 et l’excédent de 225 000 CHF de 2017 alloués au budget 2018[[2]](#footnote-2), et un excédent des recettes par rapport aux dépenses pour 2018 d’un montant de 395 000 (voir aussi Annexe 2). L'excédent budgétaire résulte également de recettes inférieures de 10 000 CHF à celles prévues au budget. Le tableau 1 ci-dessous en présente un résumé.

*Tableau 1 : Synthèse de l’excédent du budget administratif 2018 (en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)*

| **Catégorie / Département** | **Économies / (Dépassements budgétaires) 2018** | **Commentaires** |
| --- | --- | --- |
| Cadres supérieurs  | 110 | Vacances i) du poste d’adjoint à la fin de 2018 et (ii) du poste d’assistant de conférence 4 mois - et diminution des autres avantages sociaux |
| Coordinateur des partenariats | 7 | Petites économies sur les autres prestations d'emploi et les frais de déplacement. |
| Appui et conseils aux Régions | 77 | **Solde de 66 000 pour les missions consultatives Ramsar à dépenser en 2019** |
| Appui aux Initiatives régionales | 36 | **Solde à dépenser en 2019** |
| Services scientifiques et techniques | 192 | 72 000 : Postes vacants de Responsable régional Océanie 6 mois et de Conseiller régional Asie 2 mois ; **Plan stratégique 44 000 (2019-2021) à dépenser en 2019 ; 70 000 SDG 6.6.1 à dépenser en 2019 ; et dépassement net de 8000 CHF pour les réunions du GEST et la mise en œuvre (montant à rembourser du solde des projets non stratégiques du GEST au budget de base).** |
| Communications | 63 | Excédent à hauteur de 27 000 du programme de communication, éducation, participation et sensibilisation (CESP) et de 38 000 des communications en raison de l’accent mis sur la COP13 grâce à un budget administratif fourni par le pays hôte |
| Administration/SISR/Web | 215 | 105 000 en frais de recrutement et de départ de personnel (**52 000 à dépenser en 2019**) ; solde de 71 000 au titre du SISR et de 42 000 au titre du soutien et du développement du site Web en raison de la réduction des besoins en développement de systèmes |
| Coûts de fonctionnement | 90 | **81000 au titre de la planification et du renforcement des capacités à dépenser en 2019 car il n'a pas été possible de les mettre en œuvre au cours d'une année de COP** |
| Services au Comité permanent | -4 |  |
| Coûts des services administratifs de l’UICN | -15 | Prévisions trop faibles lors de la 54e Réunion du Comité permanent en raison de l’implantation de l’agence de voyage HRG  |
| Provisions, pertes de change et services juridiques  | 49 | Augmentation des provisions pour le personnel (56 000) compensée par la réduction de la provision pour contributions impayées **(57 000 à utiliser en 2019)** - combinée à une perte nette de change de 33 000 et une sous-utilisation pour les services juridiques (**31 000**) (**à utiliser en 2019**) |
|   |  -1 | Arrondis |
| **Total** | **819** | Total des économies budgétaires 2018 |
|   |   |   |
| Déficit des revenus par rapport au budget | -11 | 10 000 en moins en impôt et 8 000 en moins pour les autres revenus (comme les revenus d’intérêts) |
|   |  1 | Arrondis |
| **Solde du budget administratifs 2018** | **809** |   |

Note : inclut l’utilisation autorisée du surplus de 414 000 CHF en 2018

**En gras :** Provenant de l’excédent budgétaire à dépenser en 2019 – total de 437 000 CHF

6. Les points suivants sont mis en évidence pour examen par le Comité permanent :

a. Les prévisions de recettes sont généralement conformes au budget, à l'exception de l'impôt sur le revenu, qui a été inférieur de 4 000 CHF au budget en raison de vacances de postes, ainsi que d'autres revenus, y compris les intérêts créditeurs, qui ont été inférieurs de 8 000 CHF au budget.

b. Le montant total des coûts salariaux s’est élevé à 3 215 000 CHF, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de 92 % et les coûts salariaux ont représenté 69 % du montant total des dépenses prévues.

c. Aucune augmentation du coût de la vie imposée par l'UICN n'est entrée en vigueur depuis 2011. Il est proposé d’appliquer à Ramsar en 2019 les augmentations de salaires fondées sur les performances mises en œuvre par l'UICN en 2017, le Secrétariat devant d'abord mettre en place le nouveau système de performance en ligne. Cette augmentation figure dans le budget approuvé pour la période triennale (voir Résolution XIII.2, paragraphe 14 et Annexe 1).

d. Les provisions ont été inférieures aux prévisions budgétaires, principalement en raison de la réduction des provisions pour créances irrécouvrables de 57 000 CHF par rapport à 2017, compensée par une augmentation des provisions pour le personnel de 56 000 CHF par rapport à 2017. On a constaté une sous-utilisation de la ligne budgétaire relative aux services juridiques d’un montant de 31 000 CHF et une perte générale de change de 33 000 CHF.

7. Conformément aux décisions prises par le Comité permanent mentionnées ci-dessus, le montant total des fonds pré-engagés sera reporté à 2019. La somme totale pré-engagée s'élève à 437 000 CHF, comme indiqué ci-dessus dans le tableau 1, en caractères gras.

8. Les fonds qui, avant 2017, avaient été transférés à des projets, restent dans la catégorie des fonds affectés à des projets et sont utilisés aux fins spécifiques approuvées par la Décision SC54-26. Une synthèse de ces activités figure dans le rapport sur les fonds affectés à des projets, à l'Annexe 3. La pratique de ces transferts a été abandonnée en 2017.

**Excédent de 2018**

9. Le bilan des recettes et des dépenses pour 2018 figurant dans les états financiers vérifiés (voir Annexe 1, tableau II) montre que le solde du fonds à la fin de l'année était de 2 196 000 CHF. Ce montant comprend le solde du fonds de 2017 (début 2018) d’un montant de 1 801 000 CHF et le solde net des recettes sur les dépenses pour 2018 d’un montant de 395 000 CHF selon les états financiers vérifiés et les résultats du budget administratif 2018 pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 (Annexe 2).

10. Le solde du fonds au début de 2018 comprend le fonds de réserve d’un montant de 762 000 CHF correspondant à 15% du budget administratif annuel approuvé par la COP13, conformément à la Résolution XIII.2, paragraphe 33. Étant donné qu'il s'agit du niveau cible maximal approuvé par la Conférence des Parties, il n'est pas nécessaire de réaffecter des ressources à cette fin.

11. Ce solde comprend également les fonds pré-engagés qui avaient été approuvés par la COP et le Comité permanent comme indiqué dans le tableau 1 ci-dessus pour un total de 437 000 CHF. Ces fonds seront dépensés en 2019.

12. Il comprend également les fonds approuvés entre les sessions, le 30 avril 2018, par le Sous-groupe sur les finances pour compléter le financement volontaire de l'appui aux délégués à la COP13. Le Sous-groupe a autorisé l'utilisation de 300 000 CHF au maximum, et le montant utilisé après la collecte de fonds a été de 94 000 CHF.

13. Le solde comprend également l'utilisation de 228 000 CHF de l'excédent de 2017 approuvé par la Résolution XIII.2, paragraphe 15, pour couvrir l'écart créé dans le budget 2016-2018 afin de couvrir le coût d'un nouveau poste d'assistant financier et comptable dans le budget administratif (des réductions ont été apportées aux lignes budgétaires des communications, déplacements, GEST, ainsi que planification et renforcement des capacités qui étaient couvertes par cet excédent).

14. Par ailleurs, un montant de 70 000 CHF a été approuvé par la Résolution XIII.2, paragraphe 16, pour appuyer les travaux du Groupe de travail sur l'efficacité.

15. Les deux sommes approuvées ci-dessus, d'un montant total de 298 000 CHF, seront dépensées en 2019-2021 et figurent dans le budget 2019 (voir Annexe 4).

16. Enfin, une correction doit être apportée en ce qui concerne l'Initiative régionale Ramsar (IRR) pour le bassin de l'Amazone, car l'excédent de 28 000 CHF pour 2017 mentionné dans le document Doc. SC54-7.1 Rev.1 a été accidentellement exclu des détails de la Décision SC54-26 et a donc été reporté à 2018. Cela s'explique par l'abandon de la pratique aujourd'hui abandonnée, qui consistait à transférer des fonds du budget administratif vers le budget affecté aux projets pour financer les IRR. Une allocation de 28 000 CHF est donc nécessaire pour couvrir cet écart.

17. L'excédent de 36 000 CHF au titre des IRR pour 2018 (tableau 1 ci-dessus) comprend 21 000 CHF provenant de l'excédent de 2016 non affecté à une initiative régionale spécifique. Le Comité permanent est invité à examiner comment utiliser ce solde de 21 000 CHF.

18. L'excédent du budget administratif 2018 ainsi disponible pour examen et allocation par le Comité permanent est de 577 000 CHF. Le Comité permanent est invité à décider de l'utilisation de cet excédent.

19. Le Secrétariat proposera à la 57e Réunion du Comité permanent une éventuelle affectation de l'excédent de 2018. Les pistes possibles sont les suivants : une consultation pour appuyer l'examen des résolutions et décisions antérieures demandée dans la Résolution XIII.4 conformément à la proposition du Secrétariat figurant dans le document SC57 Doc.14 ; un appui aux travaux des Parties contractantes sur les inventaires ; les déplacements du personnel ; le déploiement du cadre de compétences et des lignes directrices de promotion (approuvé par le Comité permanent dans la Décision SC54-26) ; le processus annuel de planification et de révision ; les Missions consultatives Ramsar ; le 50e anniversaire et le déficit de financement pour la Journée mondiale des zones humides (économies au budget des communications) ; et le renforcement des capacités.

20. Par ailleurs, le Secrétariat attire l'attention du Comité permanent sur la décision prise par les Parties contractantes au paragraphe 15 de la Résolution XIII.2 d'utiliser l’excédent de 228 000 CHF pour combler l'écart créé dans le budget administratif du Secrétariat (communications, déplacements, GEST, planification et renforcement des capacités) en vue d'inclure un nouveau poste d'assistant financier et comptable dans le budget administratif. Cet écart subsistera au cours de la prochaine période triennale à moins que les Parties contractantes n'augmentent le budget et donc leurs contributions. Une autre solution consisterait à prélever 228 000 CHF sur l'excédent de 2018 qui pourrait être utilisé à cette fin au cours de la prochaine période triennale si les Parties ne sont pas en mesure d'augmenter le budget. Le Secrétariat propose de conserver ce montant comme réserve opérationnelle. Dans sa Décision SC53-31, le Comité permanent a chargé le Secrétariat de créer une réserve opérationnelle à titre expérimental, si nécessaire, et de faire rapport à la 54e Réunion du Comité permanent. Dans le document SC54-7.1 Rev.1, paragraphe 11, ce type de réserve n'a pas été jugé nécessaire ; toutefois, le Secrétariat suggère que ce type de réserve pourrait servir l'objectif actuel et propose que le Comité permanent envisage de fixer une réserve opérationnelle de 228 000 CHF à cette fin.

21. En outre, le Secrétariat propose de conserver 33 000 CHF pour reconstituer le projet CVA qui n’est pas financé par le budget administratif (*Étude de supervision de l'UICN*) comme stipulé dans le document SC57 Doc.7.3, paragraphe 18.

22. Enfin, le Comité permanent est invité à examiner la proposition de révision de la méthode de calcul des provisions pour arriérés de contributions (voir paragraphes 42 et 43 du présent document). S'il acceptait la proposition de l'auditeur, la provision devrait être augmentée. Une option possible serait d'augmenter la provision sur les arriérés de contributions à recevoir des Parties contractantes.

*Tableau 2 : Excédent des fonds administratifs 2018 à allouer (en milliers de CHF)*

|  |  |
| --- | --- |
| **Solde du fonds au 31 décembre 2018 par état vérifié (I)** | **2,196** |
| **Approuvé et pré-engagé** |  |
| Fonds de réserve à 15% (Résolution XIII.2, paragraphe 33) | 762 |
| Soldes pré-engagés de 437 000 CHF (tableau 1) | 437 |
| Complément au financement volontaire pour le soutien aux délégués à la COP13 approuvé or le Sous-groupe sur les finances | 94 |
| Utilisation approuvée de l'excédent de la période triennale 2016-2018 pendant la période triennale 2019-2021 (Résolution XIII.2, paragraphe 15) pour compléter le budget 2019-2021 | 228 |
| Utilisation approuvée de l'excédent de la période triennale 2016-2018 pendant la période triennale 2019-2021 à l'appui des travaux du Groupe de travail sur l'efficacité (Résolution XIII.2, paragraphe 16) | 70 |
| Correction pour l'Initiative régionale Ramsar (IRR) pour le bassin de l'Amazone | 28 |
| **Total approuvé et pré-engagé (II)** | **1,598** |
| **Excédent 2018 du budget administratif après approbation et pré-engagement - à affecter (III = I - II)** | **577** |

Note : 8 000 CHF en plus de ce qui précède à rembourser sur les ressources non administratives du GEST (voir la ligne « Services scientifiques et techniques » du tableau 1)

**Résultats pour 2018 : budget affecté aux projets et contributions volontaires**

23. L'état des fonds affectés à des projets au 31 décembre 2018 figure à l'Annexe 3. En 2018, comme le montre cette annexe, des contributions volontaires d’un montant de 1 657 000 CHF et des contributions volontaires de la Région Afrique à hauteur de 7 000 CHF ont été enregistrées. Combinées aux pertes et gains de change, il en résulte un montant total de 1 667 000 CHF au titre des ressources affectées à des projets.

24. Les contributions volontaires reçues en 2018 figurent dans le tableau 3 ci-dessous. Selon les instructions du Comité permanent dans sa Décision SC53-32, le tableau 3 résume les contributions volontaires reçues en 2018 et leur utilisation. Il est fait référence aux priorités en matière de collecte de fonds des Parties contractantes indiquées à l'Annexe 3 de la Résolution XII.1.

*Tableau 3 : Contributions volontaires au titre des projets reçues en 2018 (en milliers de CHF)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Donateur** | **Montant** | **Commentaires** | **Budget non administratif, par ordre de priorité, conformément à l’Annexe 3 de la Résolution XII.1** |
| Émirats arabes unis | 842 |  COP13 (2018) |  |
| Suède | 87 |   | COP13 (2018) parrainage des délégués éligibles |
| Canada | 36 |  | COP13 (2018) parrainage des délégués éligibles |
| Norvège | 30 |   | COP13 (2018) parrainage des délégués éligibles |
| Allemagne  | 23 |   | COP13 (2018) parrainage des délégués éligibles |
| Pays-Bas | 12 |   | COP13 (2018) parrainage des délégués éligibles |
| Finlande | 11 |  | COP13 (2018) parrainage des délégués éligibles |
| Suisse\* | 10 |  | COP13 (2018) parrainage des délégués éligibles |
| Nouvelle-Zélande | 13 |  | Réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires) |
| Allemagne | 4 | Contribution nette après remboursement de l'excédent | Réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires) |
| Canada | 3 |  | Réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires) |
| Danone | 468 | Contribution pour 2017 et 2018 aux activités du projet Danone |  |
| Japon | 88 | Nagao Wetland Fund |  |
| Japon | 28 |  | Missions consultatives Ramsar à l’intention des Parties ayant demandé une assistance |
| Finlande | 8 | Plan de travail du GEST |  |
| Norvège | 7 | Atelier sur Ramsar, les zones humides et le changement climatique |  |
| Finlande | 4 | Plan de travail sur la CESP | Programme de CESP Ramsar (2016-2021), à l’exclusion de la Journée mondiale des zones humides |
| Norad | -19 | Remboursement de l’excédent de fonds affectés à des projets |  |
|  | 2 | Montants arrondis |  |
| **Total** | **1,657** |  |  |

\* La Suisse a également autorisé l'utilisation de 100 000 CHF de l'excédent des subventions suisses pour l'Afrique d'avant 2016 pour financer les réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires).

Note : En plus des contributions volontaires susmentionnées reçues en 2018 au titre des réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires), des contributions volontaires d’un montant de 45 000 CHF ont été versées en 2017 (7 000 CHF de l'Australie, 31 000 CHF du Canada et 7 000 CHF de la Norvège) (voir document SC54-7.1 Rev.1, tableau 2).

25. Danone a versé un montant total de 400 500 EUR en 2018 (232 000 EUR pour 2017 et 168 500 EUR pour 2018). La réorientation des priorités de Danone s'est traduite par une réduction du financement de la Journée mondiale des zones humides, qui est passé de 42 500 CHF en 2018 à 28 080 CHF en 2019. Le Secrétariat prend contact avec des donateurs potentiels pour trouver d’autres sources de financement. Les efforts se poursuivront pour trouver les fonds nécessaires au cours des prochaines années pour soutenir ces travaux importants et pour les Prix Ramsar.

26. Des activités de sensibilisation ont été menées auprès des Parties contractantes et d'autres donateurs potentiels concernant le financement de postes budgétaires non administratifs prioritaires identifiés dans la Résolution XIII.2, Annexe 3.

27. Le Secrétariat exprime sa sincère reconnaissance aux Parties contractantes et aux donateurs pour leurs contributions volontaires aux activités non administratives de la Convention.

*Contributions volontaires de la Région Afrique*

28. Les Parties contractantes de la Région Afrique ont versé des contributions volontaires d’un montant net de 7000 CHF pour 2018 et les années antérieures. Voir le document SC57 Doc.7.3 pour un résumé de l'état des contributions volontaires africaines.

**Budget administratif pour 2019**

29. Une synthèse du budget 2019 approuvé par la COP13 figure à l'Annexe 4. Cette annexe comprend l'utilisation de l'excédent de 2017 d’un montant de 298 000 CHF pour la période 2019-2021 afin de combler l’écart créé par l'inclusion d'un nouveau poste d'assistant financier et comptable et le soutien au Groupe de travail sur l'efficacité demandé par les Parties contractantes et autorisé par la Résolution XIII.2.

30. En outre, les soldes pré-engagés du tableau 1, d'un montant total de 437 000 CHF, sont inclus dans l'Annexe 4.

**Examen des soldes non administratifs (Annexe 3)**

*COP13, soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires de
la COP13*

31. Le généreux budget d’un montant de 842 000 CHF attribué par les Émirats arabes unis à la COP13, qui s’est déroulée à Dubaï, n’a pas été totalement dépensé, laissant un excédent de 206 000 CHF. Le montant total des dépenses engagées par le Secrétariat s'est élevé à 636 000 CHF. L'attention accordée à la gestion des coûts et à l'élimination des dépenses inutiles a permis au Secrétariat de s'acquitter de ses responsabilités dans le cadre du budget attribué. Comme demandé, l'excédent sera restitué aux EAU en 2019.

32. Le Secrétariat a eu la tâche difficile de réunir des fonds pour parrainer la participation des délégués éligibles à la COP13 et aux cinq réunions qui ont précédé la COP au cours de la même année. Au total, un montant de 209 000 CHF a été reçu sous forme de contributions volontaires versées par sept pays. Ces contributions, combinées à l'utilisation des fonds excédentaires approuvée par le Sous-groupe sur les finances et le Comité permanent, ont permis au Secrétariat de parrainer 113 délégués de pays admissibles. Le montant total dépensé pour les déplacements parrainés dans le cadre du soutien aux délégués à la COP13 s'est élevé à 480 000 CHF. Le Secrétariat souhaite remercier toutes les Parties contractantes qui ont contribué au soutien aux délégués à la COP13 (voir Tableau 3).

33. Le Secrétariat salue également les fonds mis à disposition par les donateurs (voir Tableau 3) pour financer les déplacements des délégués parrainés pour participer aux réunions tenues avant la COP13 à Chilaw (Sri Lanka), Wellington (Nouvelle-Zélande), San Jose (Costa Rica) et Dakar (Sénégal). Au total, 65 000 francs suisses ont été versés sous forme de contributions volontaires par six pays, et la Suisse a autorisé l'utilisation de 100 000 CHF prélevés sur l'excédent des subventions suisses pour l'Afrique avant 2016. Ces contributions, combinées aux fonds excédentaires approuvés par le Sous-groupe pour les finances et le Comité permanent, ont permis au Secrétariat de parrainer des délégués de pays admissibles. Le montant total des fonds utilisés pour payer les frais de déplacements des délégués parrainés pour assister aux réunions préparatoires régionales s'est élevé à 245 000 CHF.

*Examen des autres soldes non administratifs*

34. La Secrétaire générale a passé en revue la gestion financière du Secrétariat et a communiqué les questions préoccupantes et un plan d'action au Comité exécutif, au Groupe de travail sur la facilitation, au Comité permanent à sa 53e Réunion et aux vérificateurs aux comptes en 2016, fournissant régulièrement des mises à jour depuis lors. La gestion des ressources non administratives constituait l’un des problèmes majeurs. Le Secrétariat a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'action et a mis en place une approche plus structurée et transparente de l'utilisation des fonds non administratifs et des soldes. L'examen interne des anciens projets non administratifs s'est poursuivi et, en 2017 et 2018, des mesures de clôture nécessaires ont été prises, ce qui a entraîné la fermeture de 76 projets dans le système financier. Des améliorations sont également apportées aux processus et procédures ainsi qu'au système, en étroite coopération avec l'UICN.

35. Les soldes relatifs au Programme du Fonds de petites subventions figurent dans le document SC57 Doc.7.4.

36. Les soldes relatifs aux Initiatives régionales Ramsar figurent dans le DOC. SC57-25.

37. Les anciens soldes excédentaires du projet Admin. ont été transférés à d'autres projets conformément aux décisions prises lors de la 54e Réunion du Comité permanent. Un nouveau projet de petites subventions pour l’Afrique (SGA) pré-2016 a été mis en place, le solde de l'excédent de la SGA pré-2016 ayant été transféré après le transfert autorisé d’un montant de 100 000 CHF pour soutenir les réunions régionales précédant la COP13.

*Examen de la gestion des fonds non administratifs*

38. La Décision SC53-33, prise à la suite de l'examen interne effectué par la Secrétaire générale, demandait au Secrétariat de prendre des mesures pour procéder à un examen externe des projets non administratifs. La Secrétaire générale a demandé à l'Unité de surveillance de l'UICN d'entreprendre cet examen financier et administratif. Les vérificateurs externes ont accueilli favorablement cette initiative. Les résultats préliminaires de l'examen ont été présentés à la 54e Réunion du Comité permanent et les résultats finaux de l'examen ont été soumis à la 55e Réunion du Comité permanent en tant que document SC55 Doc.8.2 *Examen par l’UICN des finances non administratives*)[[3]](#footnote-3). Le rapport comprend la réponse de la direction du Secrétariat.

39. Actuellement, grâce à la réponse et aux mesures prises par le Secrétariat, deux recommandations sur les dix faites ont été pleinement mises en œuvre (recommandations 6 et 7). Des progrès ont été réalisés et se poursuivront pour les recommandations 2, 5, 8, 9 et 10 maintenant que le nouveau responsable des finances a été embauché.

40. Le Comité permanent doit prendre une décisions sur les recommandations ci-dessous :

* Recommandation 1: *Le Secrétariat devrait envisager d'unifier sa terminologie pour décrire ses fonds, qu'il s'agisse de fonds « administratifs » et « non administratifs » ou de fonds « non affectés et affectés »*. Le Secrétariat propose d'utiliser les termes « fonds administratifs » et « non administratifs ». Le Secrétariat invite le Comité permanent à examiner s'il convient ou non d'adopter l'utilisation des termes standard « administratifs » et « non administratifs » pour décrire les fonds Ramsar.
* Recommandation 4 : *Le Secrétariat devrait inviter l’auditeur externe à faire une présentation et organiser une séance d'information annuelles sur les états financiers vérifiés, à l’intention du Comité permanent, par l'entremise du Sous-groupe sur les finances.* Cette recommandation peut entraîner une augmentation des frais annuels de vérification. Le Secrétariat invite le Comité permanent à prendre une décision sur cette question.

41. Concernant la recommandation 3 : *Le Secrétariat devrait présenter l'Appendice A : Projets financés par des fonds affectés au Comité permanent sous la forme d'un rapport de gestion séparé et le retirer des états financiers de la Convention à compter de l'exercice financier 2018*, de qui a été inclus dans cette section et dans l'Annexe 3 du présent document. Les états financiers vérifiés de 2018 n'incluent pas cette annexe, le Comité permanent est donc invité à prendre note de ce point.

*Modification proposée par l’auditeur externe pour le calcul de la provision pour contributions impayées des Parties contractantes*

42. Les auditeurs externes ont indiqué que la méthode actuelle approuvée par la Décision SC53-36 n'intègre pas la notion de risque économique lié aux Parties contractantes sur une base individuelle et peut donc mener à une approche moins que prudente quand il s’agit de Parties contractantes connues pour des retards de paiements sur plusieurs années. Afin de se conformer pleinement au droit suisse, l'auditeur externe exige que la méthodologie soit revue pour l'audit de 2019. Parmi les options possibles, on peut citer :

1. Afin de continuer à être contrôlé conformément au droit suisse, le calcul annuel de la provision sur les contributions dues par les Parties contractantes devrait être élargi. La modification demandée consisterait à porter à 100 % la provision pour les soldes impayés depuis moins de cinq ans, pour les Parties contractantes qui n'ont pas versé de contribution au cours des quatre dernières années. Cela représenterait une augmentation de 178 000 CHF.

b. Les autres possibilités seraient :

i. que l'auditeur assortisse son opinion d'une réserve indiquant que les états financiers sont conformes au droit suisse, à l'exception de la provision sur les contributions impayées des Parties contractantes ; ou

ii. que Ramsar adopte ses propres méthodes comptables : préparation des états financiers en adoptant ses propres principes comptables (décrits dans les notes aux états financiers). Les auditeurs donneraient leur avis sur les états financiers établis conformément aux notes aux états financiers.

De plus amples détails ont été fournis au Sous-groupe sur les finances, y compris une note de l’auditeur, préparée à la demande et avec la contribution du Secrétariat.

*Modification demandée par l'auditeur externe de sa méthode d'audit pour les soldes impayés des Parties contractantes*

43. L'auditeur externe a demandé d'envoyer des lettres de confirmation à certaines Parties contractantes ayant des contributions à recevoir, dans le cadre des procédures d'audit standard. Le processus consisterait à obtenir une communication directe des Parties contractantes en réponse à une demande d'information sur un élément particulier affectant les assertions figurant dans les états financiers. L'auditeur externe propose d'envoyer à partir de 2019 des lettres ou des formulaires directement à un groupe de Parties contractantes sélectionnées pour vérifier les montants à payer ou à recevoir afin de confirmer les montants enregistrés dans le système financier. Il s'agit d'une pratique courante pour l'audit des entités qui sont vérifiées conformément au droit suisse. Le Secrétariat a expliqué à l'auditeur les difficultés que pose la demande de telles lettres à des États.

**Annexe 1**

**État financier vérifié au 31 décembre 2018 (modèle de rapport suisse)**

**I. Bilan au 31 décembre**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *en milliers de francs suisses (CHF '000s)* | ***Notes[[4]](#footnote-4)*** | **2018** |  | **2017** |
| **ACTIFS** |  |  |  |  |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |  |  |  |  |
| Liquidités et dépôts bancaires à court terme |  | 5,196 |   |   | 4,466 |   |
| Comptes à recevoir de Parties contractantes (net) | *6* | 833 |   |   | 1,166 |   |
| Autres comptes à recevoir | *7* | 54 |   |   | 74 |   |
| **Total actifs courants** |  | **6,083** |  |  | **5,707** |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Total actifs non courants** | *9* | **18** |  |  | **21** |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL ACTIFS** |  | **6,101** |  |  | **5,728** |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **PASSIF ET SOLDE DE FONDS**  |  |  |  |  |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |  |  |  |  |
| Sommes dues à l’UICN |  | 338 |   |   | 475 |   |
| Autres comptes à payer | *8* | 827 |   |   | 564 |   |
| Charges à payer |  | 155 |   |   | 175 |   |
| **Total passifs courants** |  | **1,320** |  |  | **1,213** |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Provisions** |  |  |  |  |  |  |
| Rapatriement de personnel | *5* | 164 |   |   | 135 |   |
| Congés  | *5* | 141 |   |   | 139 |   |
| Résiliation de contrats  | *5* | 147 |   |   | 123 |   |
| **Total provisions** |  | **452** |  |  | **396** |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Fonds et réserves** |  |  |  |  |  |  |
| Fonds de réserve non affectés | *11* | 2,196 |   |   | 1,801 |   |
| Fonds affectés à des projets | *12* | 2,133 |   |   | 2,317 |   |
| **Total fund and reserves** |  | **4,329** |  |  | **4,118** |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL PASSIF ET SOLDE DE FONDS** |  | **6,101** |  |  | **5,728** |  |

**II. État des revenus et des dépenses pour l’exercice clos au 31 décembre**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|   |  | **2018** |  | **2017** |
| *en milliers de francs suisses* *(CHF '000s)* | ***Notes*** | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |  | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |
| **Revenus** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| *Revenus externes :* |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Contributions des Parties contractantes |  | 3,779  |   |  -  |   | 3,779  |   | 3,779  |   |  -  |   | 3,779  |
| Contributions volontaires des États-Unis |  | 1,066  |   |  -  |   | 1,066  |   | 1,066  |   | 41  |   | 1,107  |
| Contributions de pays d’Afrique |  |  -  |   | 7  |   | 7  |   |  -  |   | 14  |   | 14  |
| Revenus de projets  |  |  -  |   | 1,657  |   | 1,657  |   |  -  |   |  375  |   |  375  |
| Dégrèvements fiscaux suisses | *10* |  221  |   |  -  |   |  221  |   |  215  |   |  -  |   |  215  |
| *Total recettes externes* |  | **5,066**  |  | **1,664**  |  | **6,730**  |  | **5,059**  |  |  **430**  |  | **5,489**  |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Transferts du budget administratif vers les projets |  |  (3) |   | 3  |   |  -  |  |  -  |   |  -  |   |  -  |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Total Recettes** |  | **5,063**  |  | **1,667**  |  | **6,730**  |   | **5,059**  |   |  **430**  |   | **5,489**  |
| **Dépenses** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| *Dépenses d’exploitation :* |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Communications (sensibilisation) |  | (336) |   | (258) |   | (594) |  | (334) |   | (167) |   | (501) |
| Initiatives régionales, appui et conseils aux régions |  |  (1,389) |   | (197) |   |  (1,585) |  |  (1,384) |   | (321) |   |  (1,704) |
| Services scientifiques et techniques |  | (301) |   | 27  |   | (275) |   | (309) |   |  (67) |   | (376) |
| Partenariats |  | (221) |   |  (63) |   | (284) |   |  (96) |   | (161) |   | (257) |
| Direction, opérations et appui |  |  (2,446) |   |  (1,353) |   |  (3,799) |   |  (2,381) |   |  (18) |   |  (2,399) |
| *Total dépenses d’exploitation* |  |  **(4,693)** |  |  **(1,844)** |  |  **(6,537)** |   |  **(4,504)** |   | **(734)** |   |  **(5,237)** |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Excédent/(Déficit) net avant autres revenus/dépenses** |  |  **370**  |  | **(177)** |  |  **193**  |   |  **555**  |   | **(304)** |   |  **252**  |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| *Autres recettes (dépenses)* : |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Produits/(charges) financier(e)s net(te)s | *4* |  (32) |   |  (7) |   |  (39) |   | 25  |   | 12  |   | 37  |
| Provisions et amortissements (charges) |  | 57  |   |  -  |   | 57  |   |  (49) |   |  -  |   |  (49) |
| *Total des autres revenus/dépenses* |  | **25**  |  |  **(7)** |  | **18**  |   |  **(24)** |   | **12**  |   |  **(12)** |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Excédent/(Déficit) net après autres revenus/dépenses** |  |  **395**  |  | **(184)** |  |  **211**  |   |  **531**  |  | **(292)** |  |  **239**  |
| **ÉTAT DES SOLDES** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **pour l'exercice clos le 31 décembre**  |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|   |  | **2018** |  | **2017** |
| *en milliers de francs suisses (CHF '000s)* |  | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |  | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Solde du fonds au début de l'exercice |  | 1,801  |   | 2,317  |   | 4,118  |   | 1,270  |   | 2,609  |   | 3,879  |
| Résultat net de l'exercice (recettes et dépenses | *11* |  395  |   | (184) |   |  211  |   |  531  |   | (292) |   |  239  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Solde en fin d’exercice** |  | **2,196**  |  | **2,133**  |  | **4,329**  |  | **1,801**  |  | **2,317**  |  | **4,118**  |

**III. États des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *en milliers de francs suisses (CHF '000s)* | **2018** |  |  | **2017** |  |
|   |   |   |   |   |   |
| **Flux de trésorerie liés à l'exploitation** |   |   |   |   |   |
|  |   |   |   |   |   |
| **Excédent/(Déficit) des activités liées à l’exploitation** | **211** |  |  | **239** |   |
|  |  |  |  |  |   |
| Amortissement des actifs immobilisés | 10 |   |   | 10 |   |
| Augmentation / (diminution) des provisions pour arriérés de contributions | (57) |   |   | 67 |   |
| Augmentation / (diminution) des engagements au titre des congés du personnel et des rapatriements | 31 |   |   | 54 |   |
| Augmentation / (diminution) de la provision pour licenciement  | 24 |   |   | 33 |   |
| (Augmentation) / diminution des cotisations à recevoir (montant brut) | 390 |   |   | (609) |   |
| Augmentation / (diminution) des dettes envers les organisations partenaires | (137) |   |   | 198 |   |
|  (Augmentation) / diminution des autres débiteurs | 20 |   |   | 24 |   |
|  Augmentation / (diminution) des cotisations payées d'avance | 280 |   |   | (76) |   |
|  Augmentation / (diminution) des créditeurs et charges à payer | (46) |   |   | (81) |   |
|  Augmentation / (diminution) des charges sociales à payer | 10 |   |   | 19 |   |
|  |   |   |   |   |   |
| **Montant total des flux de trésorerie liés à l'exploitation** | **737** |  |  | **(123)** |  |
|   |   |   |   |   |   |
| **Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement** |   |   |   |   |   |
|  Acquisitions d'immobilisations | (7) |   |   | (10) |   |
|   |  |   |   |   |   |
| **Montant total des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement** | **(7)** |  |  | **(10)** |  |
|   |   |   |   |   |   |
| **Entrées (sorties) nettes de trésorerie de l'exercice** | **730** |  |  | **(133)** |  |
|   |   |   |   |   |   |
| Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice | 4,466 |   |   | 4,599 |   |
| **Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice** |  |   |   |   |   |
|   | **5,196** |  |  | **4,466** |  |

**Annexe 2**

**Résultats du budget administratif 2018 pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018**

(en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)

| **Budget Ramsar 2018 approuvé à la 55e Réunion du****Comité permanent****En milliers de francs suisses** | **Budget approuvé** | **Utilisation autorisée de l’excédent**  | **Réallocation budgétaire** | **Budget disponible****Total**  | **Dépenses effectives** | **Bilan** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **(A)** | **(B)** | **(C)** | **(D)=(A)+(B)+(C)** | **(E)** | **(F) =(D)-(E)** |
| **REVENUS** |  |  |  |  |  |  |
| Contributions des Parties  | 3,779 | 0 | 0 | 3,779 | 3,779 | 0 |
| Contributions volontaires | 1,065 | 0 | 0 | 1,065 | 1,066 | 1 |
| Impôts sur le revenu | 225 | 0 | 0 | 225 | 221 | (4) |
| Autres revenus (y compris revenu d’intérêt) | 12 | 0 | 0 | 12 | 4 | (8) |
| **MONTANT TOTAL DES REVENUS** | **5,081** | **0** | **0** | **5,081** | **5,070** | **(11)** |
| **DÉPENSES** |  |  |  |  |  |  |
| A. Cadres supérieurs du Secrétariat | 798 | 0 | (20) | 778 | 668 | 110 |
| Salaires et charges sociales | 674 | 0 | (40) | 634 | 582 | 52 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 79 | 0 | 0 | 79 | 27 | 52 |
| Recrutement et indemnités de départ | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | (8) |
| Déplacements | 45 | 0 | 20 | 65 | 51 | 14 |
| B. Coordonnateur des partenariats | 250 | 0 | (22) | 228 | 221 | 7 |
| Salaires et charges sociales | 188 | 0 | 30 | 218 | 216 | 2 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 52 | 0 | (50) | 2 | 0 | 2 |
| Recrutement et indemnités de départ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Déplacements | 10 | 0 | (2) | 8 | 5 | 3 |
| C. Appui et conseils aux Régions | 1,342 | 77 | (70) | 1,349 | 1,272 | 77 |
| Salaires et charges sociales | 1,201 | 0 | (66) | 1,135 | 1,136 | (1) |
| Autres prestations liées à l’emploi | 56 | 0 | 6 | 62 | 53 | 9 |
| Recrutement et indemnités de départ | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | (3) |
| Déplacements | 85 | 0 | (10) | 75 | 68 | 7 |
| Missions consultatives Ramsar | 0 | 77 | 0 | 77 | 11 | 66 |
| D. Appui aux Initiatives régionales | 120 | 33 | 0 | 153 | 117 | 36 |
| Initiatives régionales générales | 0 | 21 | 0 | 21 | 0 | 21 |
| Activité 1 : Bassin du Sénégal | 30 | 12 | 0 | 42 | 34 | 8 |
| Activité 2 : Bassin de l’Amazone  | 30 | 0 | 0 | 30 | 24 | 6 |
| Activité 3 : Asie centrale | 30 | 0 | 0 | 30 | 30 | 0 |
| Activité 4 : Indo-Birmanie | 30 | 0 | 0 | 30 | 30 | (0) |
| E. Services scientifiques et techniques | 392 | 114 | (13) | 493 | 301 | 192 |
| Salaires et charges sociales | 290 | 0 | (25) | 265 | 193 | 72 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 2 | 0 | 10 | 12 | 0 | 12 |
| Recrutement et indemnités de départ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Déplacements | 10 | 0 | 2 | 12 | 11 | 1 |
| Mise en œuvre GEST | 40 | 0 | 0 | 40 | 65 | (25) |
| Réunions du GEST | 50 | 0 | 0 | 50 | 33 | 17 |
| Plan stratégique (2019 - 2021) | 0 | 44 | 0 | 44 | 0 | 44 |
| ODD 6.61 | 0 | 70 | 0 | 70 | 0 | 70 |
| F. Communications | 389 | 0 | 10 | 399 | 336 | 63 |
| Salaires et charges sociales | 254 | 0 | 10 | 264 | 261 | 3 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Recrutement et indemnités de départ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Déplacements | 5 | 0 | 0 | 5 | 9 | (4) |
| Programme de CESP | 30 | 0 | 0 | 30 | 3 | 27 |
| Communications, traductions, publications et rapports | 100 | 0 | 0 | 100 | 62 | 38 |
| G. Administration/SISR/Web | 876 | 77 | 100 | 1,053 | 838 | 215 |
| Salaires et charges sociales | 629 | 77 | (15) | 691 | 700 | (9) |
| Autres prestations liées à l’emploi | 5 | 0 | 0 | 5 | 1 | 4 |
| Recrutement et indemnités de départ | 25 | 0 | 115 | 140 | 35 | 105 |
| Déplacements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Service d’information sur les Sites Ramsar (entretien et développement) | 107 | 0 | 0 | 107 | 36 | 71 |
| Appui et développement du Web/TI | 110 | 0 | 0 | 110 | 66 | 44 |
| H. Coûts de fonctionnement | 94 | 81 | 0 | 175 | 85 | 90 |
| Services généraux | 80 | 0 | 0 | 80 | 68 | 12 |
| Équipements/fournitures de bureaux | 14 | 0 | 0 | 14 | 17 | (3) |
| Planification et renforcement des capacités | 0 | 81 | 0 | 81 | 0 | 81 |
| I. Services au Comité permanent | 150 | 32 | 0 | 182 | 186 | (4) |
| Appui aux délégués du Comité permanent | 45 | 0 | (9) | 36 | 36 | 0 |
| Réunions du Comité permanent | 10 | 0 | 9 | 19 | 19 | (0) |
| Services de traduction pour le Comité permanent | 60 | 0 | 14 | 74 | 75 | (1) |
| Services d’interprétation simultanée lors des Réunions du Comité permanent | 35 | 0 | (4) | 31 | 38 | (7) |
| Autres réunions | 0 | 32 | (10) | 22 | 19 | 3 |
| J. Coûts des services administratifs de l’UICN (maximum) | 560 | 0 | 15 | 575 | 590 | (15) |
| Administration, ressources humaines, services financiers et informatiques | 560 | 0 | 15 | 575 | 590 | (15) |
| K. Divers – Fonds de réserve | 110 | 0 | 0 | 110 | 61 | 49 |
| Provisions | 50 | 0 | 0 | 50 | (1) | 51 |
| Gains / pertes liés au change | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 | (33) |
| Services juridiques | 60 | 0 | 0 | 60 | 29 | 31 |
| MONTANT TOTAL DES DÉPENSES | 5,081 | 414 | 0 | 5,495 | 4,676 | 819 |
|   |   |   |   |   |   |   |
| **EXCÉDENT/(DÉFICIT) [inclut l’utilisation autorisée du surplus]** |  |  |  |  | **395** | **809** |

**Annexe 3**

**Projets financés à partir de fonds affectés, du 1er janvier au 31 décembre 2018**

(en milliers de CHF), erreurs possibles d’arrondis comprises

|  |  | **Solde (déficit) au 31 décembre 2017** |  | **Revenus 2018** |  | **Dépenses 2018** |  | **Transferts entre projets et frais croisés**  |  | **Solde (déficit) au 31 décembre 2018** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |
| **Coopération internationale** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100159 | SGF-2009 | 60 |  | - |  | - |  | - |  | 60 |
| R100160 | SGF 2010 | 53 |  | - |  | - |  | - |  | 53 |
| R100161 | SGF-2011 | 23 |  | - |  | - |  | - |  | 23 |
| R100163 | SGF-2013 | 1 |  | - |  | - |  | - |  | 1 |
| R100265 | SGA-Pre-2016 | - |  | - |  | - |  | 235 |  | 235 |
| R100266 | SGA-2016 | 49 |  | - |  | (22) |  | - |  | 26 |
| R100362 | WFF-2012 | 35 |  | (0) |  | (1) |  | - |  | 34 |
| R100364 | WFF-2014 | 49 |  | 0 |  | (27) |  | - |  | 22 |
| R100365 | WFF - 2015 & 2016 | 201 |  | - |  | - |  | - |  | 201 |
| R100407 | RI Central Asia (Norway) | 3 |  | - |  | - |  | - |  | 3 |
| R100408 | Nagao Wetland Fund (NEF Japan) | 104 |  | 88 |  | (65) |  | (19) |  | 108 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total coopération internationale**  | **578** |  | **88** |  | **(115)** |  | **216** |  | **768** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Sites inscrits sur la Liste de Ramsar** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100110 | RAM | 98 |  | 29 |  | (9) |  | - |  | 118 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des sites inscrits sur la Liste de Ramsar**  | **98** |  | **29** |  | **(9)** |  | **-** |  | **118** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100100 | Admin | 795 |  | 3 |  | - |  | (435) |  | 363 |
| R100102 | SISR redevelopment | 39 |  | - |  | - |  | - |  | 39 |
| R100103 | Web redevelopment | 64 |  | - |  | - |  | - |  | 64 |
| R100104 | Development | 7 |  | - |  | - |  | - |  | 7 |
| R100105 | Science Review | 33 |  | - |  | - |  | - |  | 33 |
| R100106 | Strategic Plan 2016 | 18 |  | - |  | - |  | - |  | 18 |
| R100108 | COP12 Translation (FOEN-CH) | 45 |  | - |  | - |  | - |  | 45 |
| R100190 | Water cycle | 11 |  | - |  | - |  | - |  | 11 |
| R100210 | WA Urbanisation | 16 |  | - |  | - |  | - |  | 16 |
| R100311 | Rio Cruces | 112 |  | 0 |  | (57) |  | - |  | 55 |
| R100402 | Bhutan | (10) |  | - |  | - |  | - |  | (10) |
| R100406 | WWF Grant, WWD Korea | (4) |  | - |  | - |  | - |  | (4) |
| R100637 | COP13 UAE | 49 |  | 843 |  | (637) |  | (49) |  | 206 |
| R100638 | SC-Standing Committee  | 32 |  | - |  | - |  | (32) |  | - |
| R100639 | COP13 - sponsored delegates | - |  | 209 |  | (480) |  | 177 |  | (94) |
| R100700 | CEPA | 9 |  | 4 |  | - |  | - |  | 13 |
| R100809 | Danone Ecole de l'eau | 21 |  | - |  | - |  | - |  | 21 |
| R100814 | Danone 2014 | 30 |  | - |  | (30) |  | - |  | - |
| R100819 | Danone Spring | 9 |  | 0 |  | (1) |  | - |  | 8 |
| R100816 | Danone 2016 | (62) |  | 469 |  | (228) |  | - |  | 178 |
| R100904 | STRP 2016-2018 | 133 |  | 8 |  | 3 |  | - |  | 145 |
| R100910 | TEEB | 39 |  | - |  | - |  | - |  | 39 |
| R101000 | SSFA, Expert Group on Water Cycle | (3) |  | - |  | 23 |  | - |  | 21 |
| R101001 | WCMC, Online National Report Format | 14 |  | - |  | - |  | - |  | 14 |
| R101002 | NORAD 2015 | 27 |  | (21) |  | (2) |  | (4) |  | - |
| R101003 | MAVA 13-32 | 61 |  | 0 |  | (61) |  | 6 |  | 7 |
| R101006 | Workshop on Ramsar, wetlands and climate change | - |  | 7 |  | - |  | - |  | 7 |
| R118100 | Ramsar Pre\_COP 13-FUNDS All Parties | 45 |  | 20 |  | (245) |  | 180 |  | (0) |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total autres sites** | **1,530** |  | **1,542** |  | **(1,714)** |  | **(157)** |  | **1,201** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Regional Initiatives** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100132 | RI - WACOWET | 49 |  | - |  | - |  | (49) |  | (0) |
| R100133 | RI - CARIWET | (4) |  | - |  | - |  | - |  | (4) |
| R100135 | RI - Mangrove | (1) |  | - |  | - |  | - |  | (1) |
| R100137 | RI - East Africa Centre | 27 |  | - |  | - |  | (27) |  | (0) |
| R100142 | RI - Amazon River Basin | 9 |  | - |  | (16) |  | - |  | (7) |
| R100200 | AVC, African Regional Initiatives | 31 |  | 7 |  | 0 |  | 20 |  | 58 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total Initiatives régionales** | **112** |  | **7** |  | **(16)** |  | **(56)** |  | **46** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total général** | **2,317** |  | **1,667** |  | **(1,855)** |  | **3** |  | **2,133** |

**Annexe 4**

**Budget administratif proposé pour 2019**

| **Budget Ramsar 2019****En milliers de CHF**  | **Budget 2019****(approuvé à la COP13)** | **Utilisation autorisée de l’excédent 2016-2018 en 2019** | **Engagé du budget 2018 (report à 2019)** | **Engagement préalable de 2017 (report à 2019)** | **Budget proposé pour 2019****après réallocation** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **(A)** | **(B)** | **(C)** | **(D)** | **(E)=(A)+(B)+(C)+(D)**  |
| **REVENUS**  |  |  |  |  |  |
| Contributions des Parties | 3,779 |  |  |  | 3,779 |
| Contributions volontaires | 1,065 |  |  |  | 1,065 |
| Impôts sur le revenu | 225 |  |  |  | 225 |
| Revenus d’intérêt | 12 |  |  |  | 12 |
| **TOTAL DES REVENUS** | **5,081** | **0** | **0** | **0** | **5,081** |
| **DÉPENSES** |  |  |  |  |  |
| **A. Cadres supérieurs du Secrétariat** | **1,009** | **15** | **0** | **0** | **1,024** |
| Salaires et charges sociales | 918 |  |  |  | 918 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 51 |  |  |  | 51 |
| Déplacements | 40 | 15 |  |  | 55 |
| **B. Mobilisation des ressources et sensibilisation**  | **638** | **135** | **0** | **0** | **773** |
| Salaires et charges sociales | 450 |  |  |  | 450 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 5 |  |  |  | 5 |
| Programme de CESP | 30 |  |  |  | 30 |
| Communications, traductions, publications et rapports | 60 | 120 |  |  | 180 |
| Appui et développement Web/TI  | 84 |  |  |  | 84 |
| Déplacements | 10 | 15 |  |  | 25 |
| **C. Appui et conseils aux Régions**  | **1,325** | **30** | **66** | **0** | **1,421** |
| Salaires et charges sociales | 1,178 |  |  |  | 1,178 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 72 |  |  |  | 72 |
| Déplacements | 75 | 30 |  |  | 105 |
| Missions consultatives Ramsar | 0 |  | 66 |  | 66 |
| **D. Appui aux Initiatives régionales** | **100** | **0** | **36** | **28** | **164** |
| Réseaux et centres régionaux | 100 |  | 36 | 28 | 164 |
| **E. Sciences et politiques** | **754** | **15** | **114** | **0** | **883** |
| Salaires et charges sociales | 559 |  |  |  | 559 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 4 |  |  |  | 4 |
| Mise en œuvre du plan de travail du GEST | 35 | 15 |  |  | 50 |
| Déplacements Président du GEST | 5 |  |  |  | 5 |
| Réunions du GEST | 50 |  |  |  | 50 |
| Service d’information sur les Sites Ramsar (entretien et développement) | 91 |  |  |  | 91 |
| Déplacements | 10 |  |  |  | 10 |
| Plan stratégique (2019 - 2021) | 0 |  | 44 |  | 44 |
| ODD 6.61 | 0 |  | 70 |  | 70 |
| **G. Administration** | **436** | **33** | **133** | **0** | **602** |
| Salaires et charges sociales | 315 |  |  |  | 315 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 1 |  |  |  | 1 |
| Recrutement et indemnités de départ | 25 |  | 52 |  | 77 |
| Déplacements des membres du Secrétariat  | 0 |  |  |  | 0 |
| Coûts de fonctionnement, y compris équipements | 95 |  |  |  | 95 |
| Planification et renforcement des capacités | 0 | 33 | 81 |  | 114 |
| **H. Services au Comité permanent** | **150** | **70** | **0** | **0** | **220** |
| Appui aux délégués du Comité permanent | 45 |  |  |  | 45 |
| Réunions du Comité permanent  | 10 |  |  |  | 10 |
| Services de traduction pour le Comité permanent  | 60 |  |  |  | 60 |
| Services d’interprétation simultanée lors des réunions du Comité permanent | 35 |  |  |  | 35 |
| Groupe de travail sur l’efficacité | 0 | 70 |  |  | 70 |
| **I. Coûts des services administratifs de l’UICN** | **560** | **0** | **0** | **0** | **560** |
| Administration, ressources humaines, services financiers & informatiques | 560 |  |  |  | 560 |
| **J. Divers – Fonds de réserve** | **109** | **0** | **88** | **0** | **197** |
| Provisions | 50 |  | 57 |  | 107 |
| Services juridiques | 59 |  | 31 |  | 90 |
| **MONTANT TOTAL DES DÉPENSES** | **5,081** | **298** | **437** | **28** | **5,844** |

Notes:

Colonne B - Résolution XIII.2 utilisation de 228 000 CHF plus 70 000 CHF pour la période triennale 2019-2021

Colonne C - Engagements du budget 2018 (voir tableau 1 et paragraphe 11)

Colonne D - Pré-engagement à partir de 2017

1. <https://www.ramsar.org/document/report-of-the-auditor-on-the-financial-statements-2018> [↑](#footnote-ref-1)
2. Sur l'excédent de 2016 d’un montant de 510 000 CHF, 189 000 CHF ont été alloués au budget 2018 et sur l'excédent de 2017 de 825 000 CHF, 225 000 CHF ont été alloués au budget 2018 (voir Décision SC54-26). [↑](#footnote-ref-2)
3. <https://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/sc55-8.2_iucn_non-core_review_f.pdf> [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir Notes des bilans financiers, *Report of the auditor on the financial statements 2018*  <https://www.ramsar.org/document/report-of-the-auditor-on-the-financial-statements-2018> [↑](#footnote-ref-4)